

Commission de l'Énergie, de
l'Environnement et du Climat

Commissie voor Energie, Leefmilieu
en Klimaat

du

van

MARDI 23 JANVIER 2024

DINSDAG 23 JANUARI 2024

Après-midi

Namiddag

De behandeling van de vragen vangt aan om 15.41 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Christian Leysen.

Le développement des questions commence à 15 h 41. La réunion est présidée par M. Christian Leysen.

01 Question de Daniel Senesael à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "L'autorisation de l'utilisation du glyphosate" (55040262C)

01 Vraag van Daniel Senesael aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De vergunning voor het gebruik van glyfosaat" (55040262C)

01.01 **Daniel Senesael** (PS): Madame la ministre, cette question a été déposée voici un petit moment. Le jeudi 16 novembre 2023, la Commission européenne a décidé de prolonger de dix ans l'autorisation de l'utilisation du glyphosate, soit jusqu'à fin 2033. Depuis plusieurs années, les dangers pour la santé, voire le potentiel cancérigène de cette molécule, ont été pointés du doigt par de nombreux scientifiques et de nombreuses organisations dédiées à la protection de la santé et de l'environnement.

Près de 300 scientifiques belges et néerlandais ont récemment plaidé pour l'arrêt de l'utilisation de cette substance et dénoncé le fait que les études utilisées pour appuyer cette décision étaient principalement issues de l'industrie, les recherches indépendantes et récentes n'étant actuellement pas sérieusement prises en compte dans l'évaluation des risques du glyphosate. Concrètement, pour ces scientifiques, rien ne permet de conclure que le glyphosate est sans danger. Ceci rend la décision de la Commission européenne difficilement compréhensible et acceptable.

Madame la ministre, pouvons-nous avoir votre retour sur cette décision? Celle-ci devait initialement nécessiter la validation du Conseil européen. Faute d'une majorité de quinze pays représentant au moins 65 % de la population, aucun accord n'a pu être trouvé lors des réunions dédiées le 13 octobre et le 16 novembre. Suite à cela, et en accord avec la procédure, la Commission européenne a acté la prolongation de dix ans. Comment expliquer que la Commission européenne ait pris cette décision alors qu'elle pouvait soumettre une nouvelle proposition au Conseil? La Belgique se serait abstenue lors du vote final. Pourquoi cette abstention? Pouvons-nous obtenir de plus amples informations sur la position de notre pays tout au long du processus décisionnel.

Cette décision n'est certainement pas celle que nous souhaitons, mais elle n'empêche pas les États de prendre des mesures à leur échelle. Je cite la Commission européenne: "Ceux-ci restent responsables des autorisations nationales des produits phytopharmaceutiques contenant du glyphosate et continuent de pouvoir restreindre leur utilisation aux niveaux national et régional s'ils le jugent nécessaire sur la base des résultats des évaluations des risques." Madame la ministre, avez-vous discuté d'une interdiction nationale au sein du gouvernement? Des contacts ont-ils été pris avec votre collègue en charge de l'Agriculture? En outre, le sujet a-t-il été abordé avec d'autres pays favorables à l'interdiction?

01.02 **Zakia Khattabi**, ministre: Monsieur Senesael, je voudrais commencer par dire que, comme vous, je ne peux que déplorer cette décision. Pour ce qui est d'une interdiction nationale, comme vous le savez, il n'y a pas eu de consensus au sein du gouvernement fédéral. Certains ministres, dont je fais partie, voulaient mettre un terme à l'utilisation du glyphosate tandis que d'autres – curieusement en contradiction avec leur position d'il y a cinq ans – voulaient étendre cette utilisation. C'est la raison pour laquelle la Belgique s'est abstenue.

Je regrette profondément la position de la Belgique et la décision de la Commission d'autoriser la mise sur le marché du glyphosate pour ces dix années supplémentaires. Après tout, la science est on ne peut plus claire. L'utilisation du glyphosate est nocive pour la santé humaine et pour l'environnement.

Comme je l'ai déjà indiqué devant cette commission – ma position était claire pour ce qui concerne la prolongation de cette autorisation – le principe de précaution devait prévaloir. Les risques pour la santé humaine et la biodiversité conduisent à la décision de ne plus autoriser le glyphosate. Je ne peux donc que regretter, comme vous et avec vous, que la Commission européenne n'ait pas mieux écouté le signal clair émis par les États membres.

La question de savoir pourquoi la Commission n'a pas soumis une nouvelle proposition aux États membres reste une question à laquelle je ne peux pas vous répondre. Je vous invite à la poser soit à mon collègue en charge de l'Agriculture, soit à la Commission européenne.

Dans le cadre de l'élaboration du programme fédéral de réduction des produits phytosanitaires pour la période 2023-2027, j'ai plaidé au sein du gouvernement pour ne plus accorder d'autorisation pour des produits contenant du glyphosate. J'ai à nouveau obtenu le soutien de certains collègues autour de la table mais, malheureusement, à nouveau pas de mon collègue en charge de l'Agriculture. La conséquence est que cette mesure n'a pas pu être intégrée dans le nouveau programme fédéral de réduction des produits phytopharmaceutiques.

Selon mes informations, les Régions ont, quant à elles, déjà pris des mesures afin de restreindre l'utilisation du glyphosate, notamment pour les particuliers mais je n'ai pas connaissance de discussions, ni de contacts avec d'autres États membres concernant une interdiction nationale. Mon collègue, David Clarinval, et son administration pourront certainement vous informer davantage à ce sujet.

Il est vrai aussi qu'à l'échelle européenne, comme à l'échelle nationale, la position des ministres de l'Environnement et de l'Agriculture est singulièrement différente.

01.03 Daniel Senesael (PS): Madame la ministre, je vous remercie pour vos réponses qui ne m'étonnent pas. Nous sommes sur la même longueur "d'environnement". Évidemment, je constate aussi les différences notoires que rencontrent les ministres de l'Environnement et de l'Agriculture. J'ai bien l'intention, après votre réponse, d'interroger le ministre Clarinval. Je vous remercie en tout cas pour votre combat dans ce dossier.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van Kurt Ravyts aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De informele Europese Raad van Milieuministers op 15 en 16 januari 2024" (55040840C)

02 Question de Kurt Ravyts à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "La réunion informelle des ministres européens de l'Environnement les 15 et 16 janvier 2024" (55040840C)

02.01 Kurt Ravyts (VB): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, het Belgische voorzitterschap is op gang getrokken. Als assessor hebt u een tweedaagse informele Europese ministerraad bijgewoond, voorgezeten door minister Maron van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Enkele thema's zijn gepasseerd, zoals adaptatie in het kader van klimaatverandering, de versterking van de Green Deal tijdens de volgende Europese legislatuur, de ontwikkeling van een kostenefficiënt Europees klimaatbeleid, circulaire economie en last but not least rechtvaardige transitie. Tijdens het Belgische voorzitterschap wilt u op het aspect rechtvaardige transitie hard inzetten. Daarover heb ik enkele vragen.

Mevrouw de minister, kunt u een overzicht geven van de Belgische positiebepalingen op die EU-ministerraad omtrent de versterking van de Green Deal en de ontwikkeling van een kostenefficiënt klimaatbeleid? Kunt u meer toelichting geven bij de vraag van België aan het Europees Economisch en Sociaal Comité (EESC) om een advies te leveren over de stappen die de EU dient te zetten voor een beleidskader inzake een rechtvaardige transitie? Het is mij niet heel duidelijk of dat advies al klaar is

en of dat op die informele Raad reeds werd besproken.

Omtrent circulariteit wordt gesteld dat het binnen de Europese economie te traag gaat of dat die zelfs stagneert. Welke waren de bevindingen op de informele Raad om de overgang naar een circulaire economie en duurzaam gebruik – waarvan Vlaams Belang voorstander is, zoals u daarnet bij de stemming over uw wetsontwerp nog hebt gemerkt – te versnellen en te versterken?

02.02 Minister **Zakia Khattabi**: Dank u voor uw vraag, mijnheer Ravyts. Het is een traditie dat een land tijdens het voorzitterschap geen positie inneemt. Voor ons is dat ook het geval. Tijdens ons voorzitterschap neemt ons land dus geen nationale posities in. Wij faciliteren het debat en de onderhandelingen en trachten zo veel mogelijk tot compromissen en vooruitgang te komen.

In antwoord op uw tweede vraag kan ik u toelichten dat het Belgische voorzitterschap op mijn initiatief inderdaad een verzoek tot opinie heeft gericht aan het European Economic and Social Committee. Het is cruciaal dat rond het thema 'rechtvaardige transitie' de participatie van verschillende stakeholders wordt gestimuleerd. Wij kunnen pas begrijpen op welke manier wij het transitiebeleid rechtvaardig kunnen maken wanneer wij aan alle stakeholders de kans geven om hun bezorgdheden, ideeën en inzichten te delen.

België heeft de sociale partners en de middenveldorganisaties betrokken bij het Forum voor een rechtvaardige transitie en via de adviesraden. Op Europees niveau was het belangrijk de oefening over te doen via de opinie vraag. De precieze adviesvraag die tot hen werd gericht, is de volgende: "Welke stappen moet de Europese Unie nemen om een integraal, rechtvaardig transitiebeidskader op te zetten? Dat kader moet leiden tot een klimaatneutrale, ecologisch duurzame, niet-giftige en volledig circulaire samenleving en economie tegen 2050, zonder de sociaal-economische kansen van kwetsbare regio's en mensen verder in gevaar te brengen."

U kunt het advies online terugvinden op de website van het EESC. Ik raad jullie allemaal aan het interessante document door te nemen. Doorheen de hoofdstukken besteedt het Comité aandacht aan het belang van een holistisch, coherent en transversaal beleidskader en zet het de krijtlijnen uit om een duurzame economie mogelijk te maken. Het advies besteedt ook uitvoerig aandacht aan het belang van het Europees sociaal model en de sociale zekerheidsstelsels van de lidstaten als ruggengraat van een rechtvaardig transitiebeleid. Vervolgens worden pistes gedeeld om de sociale dialoog, de burgerdialoog en de participatie van lokale en regionale overheden structureel te integreren in het beleid. Uiteraard gaat er eveneens uitvoerig aandacht naar de belangrijke rol van veerkrachtige en duurzame bedrijven als voorwaarde voor een daadkrachtig en rechtvaardig transitiebeleid. Tot slot stonden in het advies ook suggesties omtrent de investeringsopties in dat verband.

Tijdens de informele Raad werd het advies goed ontvangen door de meerderheid van de deelnemers. Er werd door vele deelnemers benadrukt dat sociaal overleg en stakeholderparticipatie cruciaal zijn in dit debat. Verschillende ministers haalden ook aan dat een sterker governancekader op Europees niveau essentieel is om zeker te zijn dat we niemand achterlaten.

De sessie over circulaire economie werd tijdens de informele Raad ingeleid met een presentatie van twee wetenschappelijke rapporten die binnenkort zullen uitkomen.

Enerzijds werd de nieuwe *Global Resources Outlook 2023* gepresenteerd. Dat is het vijfjaarlijks rapport van het International Resource Panel dat inzicht geeft in het mondiale gebruik van hulpbronnen en de milieudruk van dit gebruik en in oplossingen voor systemische verandering. Uit het rapport blijkt bijvoorbeeld dat het mondiale gebruik van hulpbronnen met een factor 3 toeneemt en dat het een belangrijke drijvende kracht is achter de drievoudige crisis van klimaat, biodiversiteit en vervuiling.

Anderzijds werd het *State and Outlook Report on Circular Economy* in Europa gepresenteerd. Uit dit rapport van het Europees Milieuagentschap blijkt dat er in Europa nog veel werk aan de winkel is om de doelstellingen op het gebied van circulariteit te halen.

Uit de gedachtewisseling bleek dat veel circulaire initiatieven zijn opgestart, zowel op nationaal niveau als Europees, en dat de uitvoering ervan niet mag stilvallen. Tegelijk benadrukten zowel de wetenschappelijke rapporten als de ministers de noodzaak om het gebruik van hulpbronnen te verminderen. Alleen dan kan ook de druk van grondstoffengebruik op het milieu aanzienlijk worden

verminderd. Ministers rond de tafel wezen ook op het belang van het beter integreren van circulaire economie in ander beleid en de noodzaak om sectoraal beleid meer coherent te maken zodat problemen niet verschoven worden. Er werd ook gevraagd naar een nieuw Europees kader voor circulaire economie na 2024 om de circulaire economie te versterken en te versnellen.

02.03 Kurt Ravyts (VB): Als voorzitter heeft men inderdaad een andere rol, mevrouw de minister. De versterking van de Green Deal kan misschien deels ter sprake komen bij mijn volgende vraag.

Ik zal het advies online zeker lezen. Ik wist niet in hoeverre het reeds klaar was en dus het voorwerp uitmaakte van besprekingen.

Een sterker Europees governancekader inzake de rechtvaardige transitie is volgens mij onvermijdelijk in het licht van het Fit for 55-pakket, maar wij zullen hier zeker nog in de volgende legislatuur verder over spreken, met ik weet niet welke minister. Dat zien wij dan wel.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van Kurt Ravyts aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "Het ontwerp-NEKP en de reactie van de minister op de evaluatie van het Fit for 55-pakket" (55040903C)

03 Question de Kurt Ravyts à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "Le projet de PNEC et la réaction de la ministre à l'évaluation du paquet Ajustement à l'objectif 55" (55040903C)

03.01 Kurt Ravyts (VB): Het einde van de Europese legislatuur nadert en dan komen er allerlei evaluaties, bijvoorbeeld over het Fit for 55-pakket door de European Scientific Advisory Board on Climate Change. Zij hebben dertien aanbevelingen wereldkundig gemaakt in een eerste tussentijdse balans van het wetgevingspakket.

Tegelijkertijd is het wachten – ik heb er in de pers althans nog niets over gehoord – op de evaluatie of de feedback van de Europese Commissie over het NEKP, dat eind november werd ingediend. Ik weet niet of het er al is. Ik heb nu de gelegenheid om dat te vragen.

Van die dertien aanbevelingen sprong er voor mij een heel sterk uit. Men stelt voor om ten laatste tegen 2031 een emissietaks te heffen op bepaalde producten uit de land- en bosbouw, naast een hele reeks andere aanbevelingen, zoals de uitfasering van de subsidies voor fossiele brandstoffen en verdere aanpassingen aan het ETS-systeem.

Mevrouw de minister, hoe reageert u op die aanbevelingen? Hoe zit het met het NEKP?

03.02 Minister Zakia Khattabi: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Ravyts, wij hebben de evaluatie van het NEKP van de Europese Commissie nog niet ontvangen. Daardoor kan ik pas later antwoorden.

Inzake het rapport van de European Scientific Advisory Board kan ik u meegeven dat de hoofdauteur, professor Edenhofer, vorige week op mijn kabinet het rapport is komen toelichten. Het bevat heel veel interessante informatie. Niettemin wil ik om twee redenen nog niet inhoudelijk reageren.

De eerste reden is u welbekend. Als raadsvoorzitter moet België de komende maanden het gevoelige dossier van de 2040-doelstellingen in goede banen leiden. Dat betekent ook dat wij ons onthouden van inhoudelijke stellingnames die haaks kunnen staan op onze rol van *honest broker*. Dus vanuit onze rol zal ik nu nog niet in de diepte gaan over het 2040-dossier, temeer omdat nog niet alle belangrijke info op tafel ligt.

De Commissie zal begin februari 2024 haar communicatie publiceren met een gedetailleerd *impact assessment*. Pas wanneer dat er is, kunnen de administraties beginnen met de analyse van de uitdaging en met het in kaart brengen van de gepaste beleidsinstrumenten. Het rapport van de European Scientific Advisory Board zal daar dan ook een rol in spelen, naast andere rapporten.

03.03 Kurt Ravyts (VB): Mevrouw de minister, er blijft inderdaad de rol van België. Ik merk ook dat u

voorzichtig bent en even wilt bekijken welke richting de Europese Commissie uitgaat voor de volgende legislatuur.

Wij zullen het dossier verder opvolgen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Vraag van Kris Verduyck aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "Dirty diesel" (55040925C)

04 Question de Kris Verduyck à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "Le "dirty diesel"" (55040925C)

04.01 Kris Verduyck (Vooruit): Mevrouw de minister, ik las een reportage van *Apache* waarin werd ingezoomd op het probleem van de *dirty diesel*. Spijtig genoeg scoort ons land daar vrij hoog op.

Sinds er in Nederland wetgeving is gekomen om ervoor te zorgen dat het niet meer zo gemakkelijk is om laagwaardige diesel uit te voeren naar bijvoorbeeld Afrikaanse landen, blijkt dat de Antwerpse haven populairder is geworden voor de uitvoer van *dirty diesel*.

U zei al dat dat niet kan en dat daar iets aan gedaan moet worden. Als ik het mij goed herinner, sprak u met minister Van der Straeten over een KB om die problematiek aan te pakken, vandaar de logische vraag hoever u daarmee staat.

04.02 Minister Zakia Khattabi: Mijnheer Verduyck, zoals u al zei heeft Nederland in april 2023 een maatregel ingevoerd ter bestrijding van dubbele normen tussen brandstoffen die in de Europese Unie op de markt worden gebracht en brandstoffen die naar landen buiten de Europese Unie worden geëxporteerd. Om ook in België een einde te maken aan dat systeem van dubbele standaarden, om een gelijk speelveld te behouden en de verschuiving van export richting België te voorkomen, heb ik mijn diensten gevraagd contact op te nemen met Nederland en de meest geschikte regelgevende maatregel voor actie op Belgisch niveau te identificeren.

Mijn administratie heeft, in samenwerking met de Algemene Directie Energie van de FOD Economie, een koninklijk besluit opgesteld op basis van de wet op de productnormen. Dat ontwerp van koninklijk besluit, medeondertekend door de federale minister van Energie, voert dezelfde kwaliteitsnormen in als degene die in Nederland worden toegepast voor brandstoffen die buiten de Europese Unie worden uitgevoerd.

Het ontwerp volgt zijn reglementair traject en werd voorgesteld aan de gewesten op de interministeriële conferentie Leefmilieu van 1 december 2023. De tekst wordt nu voor advies voorgelegd aan de verschillende raden en aan de diensten van de Europese Commissie voor analyse in het kader van de TRIS-procedure. De volgende stappen in het proces zijn het verwerken van de opmerkingen van de verschillende raden en het voorleggen van het ontwerp aan de federale partners met het oog op de goedkeuring ervan door de ministerraad.

04.03 Kris Verduyck (Vooruit): Mevrouw de minister, ik kan enkel toejuichen dat u uw werk doet. Wij kijken uit naar het vervolg. Het is een goede zaak dat wij ons op dezelfde hoogte als Nederland zetten. Zo zullen wij minder over *dirty diesel* moeten praten in het Parlement.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Vraag van Kris Verduyck aan Zakia Khattabi (Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal) over "De uitstoot van de luchtvaart" (55040928C)

05 Question de Kris Verduyck à Zakia Khattabi (Climat, Environnement, Développement durable et Green Deal) sur "Les émissions de l'aviation" (55040928C)

05.01 Kris Verduyck (Vooruit): Mevrouw de minister, dit is een thema dat hier te weinig aan bod komt, zeker als uit een recente studie van de Manchester Metropolitan University blijkt dat de nefaste

gevolgen van de luchtvaart groter zijn dan eerder gedacht. Zij zeggen dat de luchtvaartsector zelfs voor 4 % verantwoordelijk is voor de verandering van ons klimaat. Het is dus een belangrijk thema dat we moeten bespreken, maar ik heb het gevoel dat dit thema wat vastzit op internationaal niveau, dat iedereen daarnaar kijkt zoals naar een lichtkast, maar dat er weinig verschuivingen zijn.

Ik heb een aantal vragen over de internationale discussie rond de luchtvaart. We hebben recent de COP in Dubai gehad en ik vermoed dat dit thema daar ook aan bod is gekomen. Er zijn nog steeds internationale belastingvrijstellingen, een gevolg van het Verdrag van Chicago. Een ander aspect is de zogenaamd duurzame luchtvaartbrandstof SAF. Ik lees dat er in ons land te weinig wordt ingezet op e-kerosine. Hoe kijkt u daarnaar?

Wat betreft de uitstoot, Europa heeft een emissierechtensysteem voor de luchtvaart. De luchtvaart is echter jammer genoeg niet alleen Europees geregeld, maar ook internationaal, en daar zou het systeem stokken.

Dit zijn een aantal vragen die weliswaar met elkaar verbonden zijn, maar toch ook heel verschillend zijn.

Tot slot, het is goed dat de Belgische vliegbelasting werd ingevoerd, maar die is vandaag eigenlijk aan de lage kant. Hoe ziet u dat evolueren? Men suggereerde dat die misschien moet stijgen naargelang het aantal vluchten dat een persoon per jaar neemt. Vindt u dat een goede suggestie?

05.02 Minister **Zakia Khattabi**: Mijnheer Verduyck, het klopt helemaal dat de non-CO₂-effecten van de luchtvaart een belangrijke factor zijn om in acht te nemen. Hoewel de omschakeling naar klimaatneutrale brandstoffen in principe het rechtstreekse CO₂-effect doet verdwijnen, is het belangrijk om weten dat het non-CO₂-effect weliswaar afneemt, maar niet volledig zal wegvallen volgens de onderzoekers.

Bij de herziening van de ETS-richtlijn werd dan ook in artikel 14 opgenomen dat luchtvaartoperatoren jaarlijks over de non-CO₂-effecten moeten rapporteren vanaf 1 januari 2025. Tegen 31 december 2027 zal de Commissie op basis van de monitoring, rapportage en verificatie van deze non-CO₂-effecten een rapport en, indien toepasselijk, een wetgevend voorstel voorleggen om het toepassingsgebied van het EU ETS uit te breiden naar de non-CO₂-effecten van luchtvaart.

Dit kan een belangrijke stap zijn om druk te zetten en de transitie naar een rationalisering van luchtvaartbewegingen en het gebruik van klimaatvriendelijke brandstoffen verder aan te moedigen. Binnen de Unie nemen we de luchtvaartsector sinds 2012 op in het EU ETS. Het klopt echter dat we de internationale luchtvaart hierbij buiten beschouwing laten door het zogenaamde stop-the-clockprincipe, wat het mogelijk maakte tot een internationaal akkoord, namelijk CORSIA, te komen.

CORSIA is een internationaal akkoord en op zijn zachtst gezegd niet vrij van gebreken. Luchtvaart wordt niet in detail besproken op de COP, maar voornamelijk in het kader van de Internationale Burgerluchtvaartassociatie. Wel werken Belgische experts in het kader van de onderhandelingen over de internationale koolstofmarkten hard om ervoor te zorgen dat de kredieten die mogelijk door CORSIA gebruikt zullen kunnen worden van de allerhoogste kwaliteit zijn en dubbeltellingen vermeden worden. Zo is het bijvoorbeeld belangrijk dat beslist werd dat vanaf 2021 kredieten onder CORSIA worden toegelaten met een *corresponding adjustment*, zodat ze niet overlappen met reductiedoelstellingen binnen de NDC's van de Overeenkomst van Parijs.

Dat sluit uiteraard nog niet alle achterpoortjes. In die zin is het belangrijk dat de Commissie volgens de ETS-richtlijn tegen 1 juli 2026 de milieu-integriteit van CORSIA moet onderzoeken en, indien passend, een amendement op de ETS-richtlijn moet voorstellen.

Met betrekking tot alternatieve brandstoffen verdedigde België binnen de ReFuelEU-onderhandelingen een ambitieus standpunt waarbij we wensten in te zetten op e-kerosine en geavanceerde biobrandstoffen, voortbouwend op het voorstel van de Europese Commissie. Jammer genoeg werd het toepassingsgebied uitgebreid en is bijmenging met minder duurzame brandstoffen eveneens mogelijk, bijvoorbeeld brandstoffen op basis van dierlijke vetten, zoals u aanhaalt. Positief is wel dat er specifieke bijmengingsdoelstellingen voor e-kerosine worden ingevoerd, van 1,2 % vanaf 2030 tot 35 % in 2050. Uiteraard had dat ambitieuzer gemogen.

Daarnaast bepaalt artikel 14 van de ReFuelEU-verordening dat de Commissie tegen 1 januari 2027 een rapport moet presenteren aan het Europees Parlement en de Raad over de toepassing van de verordening, met onder meer informatie over de technologische ontwikkelingen op het vlak van onderzoek en innovatie in de luchtvaartindustrie die relevant zijn voor SAF, inclusief aangaande de vermindering van niet-CO₂-emissies.

De fiscaliteit inzake luchtvaartbrandstoffen is uiteraard heel erg belangrijk om de switch naar SAF en met name e-kerosine te maken. Voorlopig verhindert de energiebelastingrichtlijn op EU-niveau het belasten van kerosine, wat een onverdedigbare fossielebrandstofsubsidie in stand houdt. Dat aanpakken is essentieel. Ik verwijs dan ook graag naar de gezamenlijke verklaring inzake fossielebrandstofsubsidies die België in Dubai ondertekende, waarin opgeroepen wordt om barrières in internationale context die fossielebrandstofsubsidies in stand houden te identificeren en samen te proberen weg te werken, in het bijzonder in de luchtvaart- en scheepvaartsectoren. Ik hoop vurig dat die verklaring de aanzet kan zijn tot verdere bilaterale akkoorden om de problematiek rond kerosine aan te pakken.

Met betrekking tot de inschepingstaks stelde men vast, in het rapport *Proposal for a green tax reform* van Transport & Mobility Leuven (T&ML), in samenwerking met HIVA en de Universiteit Saint-Louis - Bruxelles, uit 2022, dat de huidige inschepingstaks in België niet op het niveau van de buurlanden ligt. De studie gaat ervan uit dat de huidige taks onder het niveau ligt om een gedragsverandering op gang te brengen.

Een onderscheid naar het aantal vluchten wordt niet voorgesteld. Dit zou het signaal kunnen geven dat een eerste vlucht minder schadelijk is dan de tweede of de derde. Het sociale aspect van het klimaatbeleid is uiteraard essentieel, maar zoals u weet ben ik er groot voorstander van om de opbrengsten van de koolstofprijzen gericht te geven aan de gezinnen die er het meest nood aan hebben.

05.03 Kris Verduyckt (Vooruit): Mevrouw de minister, ik dank u voor het antwoord. Ik ga het antwoord nog eens rustig herlezen, want er zijn verschillende aspecten aan bod gekomen.

In het algemeen komt het principe dat de vervuiler betaalt vandaag nog te weinig in de algemene internationale luchtvaart aan bod. Ik heb het dus zeker niet alleen over ons land. U hebt terecht gezegd dat er in het CORSIA-systeem nog heel wat gebreken zitten.

Veel mensen vliegen en ik denk ook dat iedereen ondertussen wel beseft dat de impact daarvan slecht is voor onze omgeving. Als iedereen daarmee bewuster zou omgaan, zouden we al een stap vooruit zetten. Is een vlucht nodig? Zijn er alternatieven? Als mensen zich die vragen stellen, zou dat al een goede stap zijn.

U zegt dat de tweede en de derde vlucht even schadelijk zijn als de eerste. Dat klopt natuurlijk, maar als iedereen al eens kritisch zou kijken waar het beperkter kan, dan zou dat ook al een stap vooruit zijn.

De vliegtuigtaks is vandaag inderdaad te laag. Dat is misschien geen populair standpunt, maar het is wel een gegeven. We zullen daar echt naar moeten gaan kijken. Ik begrijp dat dit heel moeilijk ligt, omdat het over een internationale sector gaat. We kunnen daar niet eenzijdig zaken gaan doen zonder naar de rest te kijken, maar het zou toch goed zijn dat we op internationaal vlak stappen vooruit zetten.

Ik vrees dat als we niet ingrijpen de impact van de luchtvaart op de klimaatverwarming procentueel nog veel groter zal worden. Ik zie dat er in andere sectoren wel stappen vooruit worden gezet, maar in de luchtvaart gaat dat te traag. Dat maakt dat de druk op die sector alleen groter zal worden. Ik denk dat het goed is dat we samen met hen bekijken hoe we de impact kunnen verminderen. Ik zie vandaag te weinig concrete stappen in de goede richting.

Ik weet hoe moeilijk die internationale onderhandelingen zijn. Ik blijf er dus op rekenen dat u er ook in de allerlaatste maanden alles aan zult doen om vooruit te raken, mevrouw de minister.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.13 uur.
La réunion publique de commission est levée à 16 h 13.*